



TOUS LES BLOGS

ENVOYER À UN AMI

SIGNALER CE BLOG

La Science au XXI Siècle

Blog international du Collectif « Indépendance des Chercheurs » (France)



« Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel censure la loi (I) | Page d'accueil | Hollande, Ayrault et la mondialisation (I) »

06/01/2013

Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Le 6 janvier 2013, France TV Info écrit « 75 % des Français ne croient pas Hollande sur l'emploi », alors que le JDD commente à son tour « Gouvernement : la com ne suffira pas ». L'Express souligne « Chômage: seul un Français sur quatre croit aux promesses de François Hollande » à propos de l'inversion annoncée de la courbe du chômage en 2013, sur la quelle *Midi Libre* emploie explicitement le titre « 75 % des Français ne croit pas à l'inversion de la courbe du chômage fin 2013 », et *Le Nouvel Observateur* « Pas d'inversion de la courbe du chômage en 2013, selon les Français ». En même temps, les médias n'ont guère commenté les suites des contacts récents entre les dirigeants français et les différentes organisations internationales : Banque Mondiale (BM), Fonds Monétaire International (FMI), Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Organisation Internationale du Travail (OIT), Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Jusqu'où la France paiera-t-elle la facture d'une mondialisation économique dans laquelle ses propres dirigeants ont joué un rôle important depuis l'arrivée de Jacques Delors à la présidence européenne il y a vingt-huit ans ? Et pourquoi, dans un pays dit « riche » comme la France, l'Etat devrait-il être endetté et dépendre d'agences de notation privées ? La réalité est que, dans le contexte de la « libre circulation » des capitaux et des marchandises et dans la course au nivellement par le bas des standards sociaux à l'échelle planétaire, la situation de la France semble devoir encore s'aggraver. Le 6 janvier également, dans un article intitulé « Réforme du marché du travail : les Français doutent de la possibilité d'un accord », *Sud Ouest* fait état d'un deuxième sondage mettant en évidence le caractère conflictuel de la politique sociale de François Hollande et Jean-Marc Ayrault. La casse programmée du Code du Travail français est-elle autre chose que l'un des volets du nivellement par le bas en cours aux échelles européenne et planétaire ? Un deuxième volet étant la pression fiscale croissante qui touche directement le petit épargne populaire, comme évoqué encore dans nos articles « Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel censure la loi » (I) et (II). Quel a été le contenu de l'entretien récent entre François Hollande et le directeur général de l'OMC Pascal Lamy, sur lequel le site de l'Elysée ne semble diffuser que quelques images ? Et où mène la stratégie définie par Jean-Marc Ayrault dans son article « Pour un nouveau modèle français » publié par *Le Monde* quelques jours plus tard ? Sur ce programme de crise et de punition économique générale, *Boursier.com* constate « Ayrault appelle les Français à accepter la mondialisation », et *Newsring* « Jean-Marc Ayrault vante les mérites de la mondialisation en France ». Raison de plus pour consacrer quelques articles à la conférence de presse qui avait fait suite à la rencontre de François Hollande avec les représentants d'organisations internationales (BM, FMI, OCDE, OIT, OMC) le 29 octobre 2012. La facture pour la France de la mondialisation des capitaux et des marchés est très lourde, mais ne doit surprendre personne. Dès le départ, elle était évidente.

Un article du *Parisien* du 6 janvier s'intitule « François Hollande attendu sur sa gauche », et commence par le commentaire « Ils ont voté pour lui et ils commencent à trouver le temps long ». Mais fabulations de politiques à part, y avait-il, d'emblée, la moindre différence de contenu entre le prétendu « programme socialiste » de la période électorale et la « politique social-démocrate » actuelle, comme le suggère l'auteur de l'article ?

Et alors qu'un chroniqueur politique du *Nouvel Observateur* polémique « Taxe à 75 % censurée : Hollande doit réformer le Conseil constitutionnel », qui se soucie des masses de capitaux et de savoir-faire qui ont quitté la France dans le cadre de la politique de libre circulation des capitaux imposée par l'Union Européenne et l'OMC avec une participation particulièrement importante du monde politique français ?

D'ailleurs, l'ancien conseiller de François Mitterrand depuis 1981 et proche de Jacques Delors qu'est François Hollande n'a-t-il pas été associé en permanence à cette politique depuis les années 1980 ?

Alors que la pression fiscale s'accroît sur la grande majorité de la

Liens

Contact pour recevoir notre lettre d'information

Notre blog "Scientia"

Blog "Science, connaissance et conscience"

Blog "Notre Siècle"

Derniers weblogs mis à jour

AmericaPolyphony

Le Western culturel

La Science au XXI Siècle

Moscou Actu

AFRIKARABIA

Îles lointaines

Belles plumes

hors cadre

L'Afrique en films

thesesetextes



Toutes les notes

1. Bonjour

TOUTES LES NOTES DE 2008

(cliquer sur le titre)

2009

TOUTES LES NOTES DE 2009

(cliquer sur le titre)

2010

TOUTES LES NOTES DE 2010

(cliquer sur le titre)

2011

546. La Science au XXI Siècle : archives 2010 (juillet - décembre)

547. Nouvel an, services publics et casse sociale

548. Un collectif contre le

Janvier 2013

D	L	M	M	J	V	S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

Notes récentes

Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)

Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

CNRS, un anniversaire : le bolomètre luminescent

Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...

Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...

2012, livres : La pensée de Dieu, des frères...

Terrains à bâtir, Conseil Constitutionnel, UMP...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

Depardieu, impôts et faillite d'une politique

Ventes de terrains à bâtir : la lourde...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...

Terrains constructibles et fausses plus-values...

Assises de la Recherche et liberté académique

Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot..."

Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot..."

Souffrance au travail : "pot de terre" et "pot..."

Terrains constructibles et fausses plus-values (I)

Le Conseil d'Etat, François Hollande et...

CNRS, recherche, enseignement supérieur et...	population française, et les avis fiscaux à tiers détenteur contre les petits contribuables semblent avoir été nombreux la veille de Noël, tout le monde n'est pas malheureux. Les coupes du monde financier et des grandes multinationales se portent mieux que jamais. Pour ces coupes, la crise n'existe pas.	G8 des universités (I)
L'OCDE, la France et la corruption (I)		549. CNRS : décroissance des crédits réels en 2011
Séisme de l'Aquila et procès des scientifiques...		550. Fadela Amara, IGAS, conflits d'intérêts
Protection des élus du personnel, "donneurs...	<u>Suit l'introduction de François Hollande à la conférence de presse du 29 octobre 2012 à l'occasion de sa rencontre avec les organisations internationales BM, FMI, OCDE, OIT, OMC</u>	551. Décret de licenciement massif des fonctionnaires de l'Etat (II)
Isabelle Debergue et les droits des doctorants (I)	Source : Présidence de la République, site de l'Elysee http://www.elysee.fr/conferences-de-presse/article/confer...	552. CNRS et "externalisation" des services
Harvard et les problèmes de l'esprit de groupe...	Conférence de presse à l'occasion de la rencontre avec les organisations internationales (BM, FMI, OCDE, OIT, OMC)	553. CNRS, concours DR1 et transparence
À propos	Monsieur le Secrétaire général, Je voudrais d'abord vous remercier pour l'hospitalité que vous nous accordez ici à l'OCDE et pour la rencontre que vous avez contribué à organiser. C'est en effet la première fois que le président de la République, en France, a rendez-vous avec les cinq grandes organisations internationales, celles qui contribuent à la régulation de l'économie mondiale. Je pense d'abord à votre propre institution l'OCDE, mais également au Fonds monétaire international, à l'Organisation mondiale du commerce, à la Banque mondiale et à l'Organisation internationale du travail. Dans d'autres pays, cette tradition existe. Je sais que vous serez demain en Allemagne avec la Chancelière MERKEL. Je vous propose donc que nous puissions institutionnaliser ce rendez-vous et que, chaque année, nous puissions nous retrouver -- les membres du Gouvernement, moi-même et les cinq grandes organisations -- pour faire le point sur l'économie mondiale, pour savoir où nous en sommes en Europe et pour également tirer toutes les conclusions de ce que nous avons à faire au plan de la politique économique en France. Si je veux résumer nos travaux de cette demi-journée, c'est d'abord un constat. Celui de l'état de l'économie mondiale : une croissance ralentie, à l'arrêt dans un certain nombre de pays -- voire même en récession en Europe -- et moins ferme que par le passé dans les pays émergents. C'est un chômage élevé et encore plus élevé dans les pays où il n'y a pas eu l'effort de compétitivité et pas davantage l'effort de soutien à l'activité. C'est également une instabilité financière qui, si elle s'est réduite, n'a pas disparue, voire une finance « grise » qui n'a pas été véritablement éradiquée, ni même combattue. Dernier constat qui n'est pas le plus rassurant : c'est la montée de pratiques protectionnistes qui avait déjà été endiguée et dénoncée au sommet de Los Cabos au Mexique -- pays qui vous est cher -- lorsque nous nous sommes réunis au sein du G20. Notre discussion a permis de savoir quelles pouvaient être les actions respectives des organisations ici représentées et des pays. Le G20 doit rester une structure d'impulsion et de de coordination des politiques économiques. A cet égard, ce que nous avons engagé à Los Cabos et qui suivait d'autres réunions, c'est une politique de soutien de la croissance et de recherche de la meilleure compétitivité. Il y a ce que le FMI doit également mener à bien, c'est-à-dire de soutenir les efforts de bon nombre de pays en leur apportant des liquidités. C'est la raison d'ailleurs qui a justifié l'augmentation des ressources du FMI. La Banque mondiale elle-même participe à la lutte contre la crise et notamment dans un certain nombre de régions du monde particulièrement affectées. Et puis l'OMC veille à ce que précisément il puisse y avoir un certain nombre d'accords qui puissent être signés mais surtout que des pratiques, des barrières, des comportements puissent être dissuadés, dès lors qu'ils mettraient en cause des échanges. Enfin, il y a ce qu'il faut faire au plan des monnaies. Là encore, c'est une responsabilité collective des grandes organisations de faire qu'il puisse y avoir une réforme du système monétaire international. Ma conclusion, sur ce point, c'est que si nous laissons les marchés seuls, si nous attendons des marchés et uniquement d'eux la résolution de la crise, il y a à craindre qu'elle se perpétue encore longtemps. Nous avons besoin de mécanismes, de régulation et d'action. Ce qui m'a frappé en vous entendant tous ce matin, c'est la grande cohérence -- au-delà de la diversité de vos missions et de vos compétences -- dans cette prise de conscience et cette volonté de mettre de la régulation là où elle a été trop longtemps absente. Ensuite, il y a ce qui relève de l'Europe. J'ai insisté sur les décisions très importantes qui ont été prises les 28 et 29 juin et confirmées encore les 18 et 19 octobre pour la zone euro. C'est-à-dire : le Mécanisme Européen de Stabilité, l'orientation de la BCE, le pacte de croissance et l'union bancaire s'ajoutant aux règles prévues dans le traité budgétaire. La zone euro est sur le point de sortir de la crise qui l'a frappée qui était celle de l'incertitude et de l'instabilité. Mais nous ne sommes pas encore au bout et puisque vous allez demain auprès de la Chancelière, je pense que vous ferez le même constat, c'est-à-dire que nous devons prendre les décisions d'ici la fin de l'année concernant la Grèce -- le rapport de la troïka nous y aidera -- et concernant tout pays qui voudra accéder au MES et à celui que la BCE a bien voulu ajouter. Et puis, nous avons évoqué la situation de la France. Le constat est établi. La France est devant un triple défi : un défi lié à une situation d'endettement qui pourrait devenir insupportable, un défi lié à une situation de faible croissance et de chômage élevé -- c'est le 16ème mois de hausse consécutifs du chômage -- et	554. Jean-Hugues Matelly n'est plus radié des cadres
Commentaires récents		555. Conflits d'intérêts et institutions françaises (I)
Passant sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)		556. Le FMI et la Tunisie
Alain sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)		557. Où mène la tant vantée "autonomie" des universités ? (III)
Corine sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)		558. CNRS, fonction publique, Union Européenne... (I)
Mike Krugger sur Hollande, Ayrault et la mondialisation (I)		559. CNRS et concours DR1 : notre recours
Bernard Demay sur Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel...		560. CNRS : message aux personnels des unités (janvier 2011)
jam sur Terrains constructibles et fausses plus-values (I)		561. CNRS et danger d'embrigadement des scientifiques
Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...		562. CNRS, concours DR1 et comportement des élus
stéphane lanvin sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...		563. Conflits d'intérêts et institutions françaises (II)
Indépendance des Chercheurs sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...		564. Alliot-Marie et la Tunisie
Arnoux Faucher sur Terrains à bâtir : une lettre au Conseil...		565. Le FMI et l'Egypte
Catégories		566. Université "modernisée" : l'impasse (I)
Administration et administrés		567. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (I)
Afrique		568. CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne (V)
Amériques		569. CNRS, Egypte et obligation de réserve des chercheurs
Archives de nos articles		570. Denis Robert et l'intérêt général (I)
Asie		571. Conflits d'intérêts et institutions françaises (III)
Astrophysique		572. Conflits d'intérêts et institutions françaises (IV)
Biologie		573. Conflits d'intérêts et justice française (I)
CA du CNRS du 1er juillet 2008		574. La Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Protocole 14 de la Convention (II)
Chimie		575. Jules Ferry, colonialisme : lettre à Nicolas Sarkozy et Bernard Accoyer
Cosmologie		576. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (II)
Culture		577. Fonctionnaires et "période de réserve électorale" (I)
Délocalisations et dumping		578. DCRI, CRISTINA, présomption d'innocence...
Droits et libertés		579. La Cour Européenne
Ecologie		
Economie		
Education		
Etats-Unis		
Ethique		
Etrangers en France		
Etudier à l'étranger		

Europe	enfin un défi de compétitivité.	des Droits de l'Homme et le
Evaluation	Les trois défis sont d'ailleurs liés les uns aux autres. C'est parce que nous ne faisons pas assez de croissance que nous n'avons	Protocole 14 de la
Fiscalité	pas assez de recettes et que nous pouvons connaître des situations d'endettement. C'est parce qu'il y a de l'endettement	Convention (III)
Fonction publique	que nous n'avons pas nécessairement toutes les marges de manœuvre pour soutenir la croissance. C'est parce qu'il y a un chômage élevé que nous ne pouvons pas avoir toute la capacité	580. Jules Ferry, colonialisme : brève réponse de l'Elysée
Histoire	nécessaire pour mieux produire, pour être encore plus compétitif.	581. Jules Ferry, colonialisme : la réponse de Bernard Accoyer
Indépendance du service public	Cette situation -- et vous l'avez relevée dans un rapport que vous allez bientôt faire connaître -- est due à des politiques ou à des absences de politiques depuis 10 ans. Le décrochage s'est fait progressivement tout au long de la dernière décennie. Nous	582. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (I)
Informatique	avons donc à faire ce que d'autres n'ont pas fait. Nous devons le faire différemment, c'est-à-dire le faire avec justice,	583. CNRS et RGPP (I)
Institutions	responsabilité, volonté et persévérance. Il ne s'agit pas de faire une annonce de plus, un plan de plus, un dispositif de plus, une réforme de plus... Il s'agit de faire, à la fois, un pacte de compétitivité -- j'y reviendrai -- mais aussi un pacte de	584. Faut-il "excommunier" Stephen Hawking ? (I)
Justice	croissance et un pacte budgétaire.	585. CEDH et crucifix dans les écoles publiques (I)
La France vue d'ailleurs	Sur nos engagements budgétaires -- vous aurez d'ailleurs à les regarder dans le rapport que vous préparerez pour l'année	586. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (II)
Libéralisme	prochaine -- nous avons pris nos responsabilités. Nous avons redressé nos comptes publics, déjà en 2012, et nous le ferons en 2013 avec l'objectif de réduire notre déficit à 3% de la richesse	587. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (I)
Médecine	nationale.	588. Luis Gonzalez-Mestres et Wikipédia français (II)
Mondialisation	Sur le plan de l'emploi et de la croissance, nous avons réservé dans le budget toutes les dépenses -- c'était d'ailleurs l'une de vos recommandations -- qui peuvent avoir un effet positif sur la	589. CNRS et RGPP (II)
Moyen-Orient	croissance, et notamment les budgets de l'Emploi et de l'Education. Sans compter les infrastructures que nous voulons	590. CNRS et RGPP (III)
Nucléaire	préserver avec la création d'une banque publique qui aura vocation à donner davantage de moyens pour l'innovation, pour l'investissement et pour l'exportation.	591. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (I)
Physique	Et puis, nous avons à relever le défi de la compétitivité. Le pacte que le Gouvernement prépare doit répondre à trois principes. Le premier principe, c'est l'efficacité, c'est-à-dire prendre la	592. Les héros de Fukushima
Politique	compétitivité dans toutes ses dimensions, en occulter aucune, en écarter aucune autre, partir de l'éducation jusqu'au logement en passant par les services publics, par l'innovation, par la recherche, par l'investissement et par le coût du travail. Nous	593. Wikipédia français et conflits d'intérêts (I)
Politique scientifique	devons avoir un plan qui soit suffisamment cohérent pour pouvoir être efficace.	594. Wikipédia français et conflits d'intérêts (II)
Précarité	Le second principe, c'est celui de la réciprocité donc de la négociation. C'est dans ce sens-là que nous avons ouvert	595. CNRS, frères Bogdanoff, médias... (III)
Presse et médias	plusieurs chantiers. Le premier était sûrement le plus simple. Sur les emplois d'avenir, la concertation a abouti très rapidement à un accord. Sur le contrat de génération, sur lequel vous	596. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (II)
Recherche	avez-vous-mêmes insisté, le président de l'OIT a présenté une réalité qui n'est pas que française : c'est-à-dire le chômage des	597. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (I)
Santé	jeunes et le haut niveau de chômage des plus anciens, des seniors et une « employabilité » comme l'on dit insuffisante. Nous avons donc proposé le contrat de génération, les partenaires	598. Japon, nucléaire, citoyens... (I)
Sciences	sociaux s'en sont emparés, un accord a été trouvé, une loi sera donc votée, d'application dès le début de l'année 2013.	599. Gagarine, science et trahison d'une société
Services publics	Et puis il y a la négociation sur ce que l'on appelle la sécurisation de l'emploi, c'est-à-dire mieux protéger les salariés précaires et	600. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (II)
Société	permettre des assouplissements, des adaptations face aux mouvements de la conjoncture pour pouvoir donner une double	601. Wikipédia français et chasse aux "faux-nez"
Société du XXI siècle	garantie : aux salariés de pouvoir être préparés à des mutations parfois inévitables et aux employeurs de pouvoir organiser ces mutations en gardant les salariés dans l'entreprise. Cela est	602. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (III)
Sport	l'objet de la négociation. Cette négociation est proposée, elle est en cours et chacun devra prendre sa responsabilité, chacun devra faire sa part du travail.	603. Japon, nucléaire, citoyens... (II)
Statut des chercheurs	Le troisième principe, c'est la stabilité. Un politique de compétitivité suppose une action dans la durée mais avec une	604. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (IV)
Syndicalisme	visibilité pour tous les acteurs économiques : pour les employeurs comme pour les salariés, pour les investisseurs	605. e-G8 et problèmes réels de l'internet
Travail	comme pour les épargnants, pour les consommateurs comme pour les contribuables. La donne qui va être offerte dans	606. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (III)
Travailler à l'étranger	quelques jours -- à la suite du rapport GALLOIS et du rapport également que l'OCDE a bien voulu préparé et qui sera un	607. Crise de l'évaluation : Guantánamo (I)
Université	élément de réflexion supplémentaire -- cette donne-là sera celle du quinquennat. Chacun saura exactement ce qui pourra être	608. Crise de l'évaluation : nucléaire (I)
Voyages	fait, être engagé et être appelé comme élément de contribution, voire d'allègement de contribution.	609. Fin du statut de la fonction publique (I)
« Réforme » de la recherche	Je veux terminer sur ce qui entraîne une politique de compétitivité, un pacte de compétitivité. C'est un ensemble de réformes structurelles qui touche tous les domaines de l'action	610. Crise de l'évaluation : médicaments (I)
Archives	publique et que nous avons commencé à engager : politique de l'emploi, politique du logement, politique de l'éducation, politique de la décentralisation, réforme financière, introduction de la	611. Wikipédia anglophone et "affaire Bogdanoff"
2013-01	Banque Publique d'Investissement, formation professionnelle... La politique de la compétitivité, c'est une politique d'ensemble.	612. Nucléaire, ASN : consultation déchets (I)
2012-12	Nos interlocuteurs d'aujourd'hui y sont revenus : ce sont les pays qui ont fait le choix de la compétitivité qui ont aussi fait le choix	613. Universités : G8, contre-G8,
2012-11	de la croissance et le choix de l'emploi. C'est là où il y a eu le plus de modernisation, le plus de cohésion, le plus de contribution de chacun à l'effort, qu'il y a le plus de résultats et	
2012-10	notamment en matière de lutte contre le chômage.	
2012-09	Voilà le sens de cette longue discussion qui nous a été précieuse, utile pour préciser un certain nombre de nos orientations et nous aurons l'occasion bientôt, d'évaluer ce que nous aurons déjà	
2012-08	engagé. Aujourd'hui vous nous avez aidés à préparer nos choix.	
2012-07	Merci.	
2012-06	(...)	
2012-05	(fin de l'introduction de François Hollande à la conférence de	
2012-04		
Toutes les archives		
Nos articles ailleurs		
Rapport Silicani sur la fonction publique et garanties d'indépendance de l'Etat		
Société Générale, fonction publique, privatisations, LOLF		

et "résultats"

Société Générale : pas de problème pour les hauts responsables

Restructuration du CNRS et privatisation de la recherche

Démantèlement du CNRS et anéantissement des acquis de la Libération

Crise financière et débâcle du « modèle » que l'on voudrait imposer à la recherche française

« Nous n'avons pas besoin aujourd'hui de davantage de chercheurs », dixit Valérie Pécresse

Education, recherche, CNRS : la France de Sarkozy, dernier rempart du reaganisme ?

CNRS, INSERM et ultra-reaganisme made in France

CNRS, INSERM, universités, éducation... NON A LA PRIVATISATION DE LA CONNAISSANCE !

Education et recherche : Non au kidnapping de la connaissance !

Union Européenne, recherche, éducation et manoeuvres dilatoires de Valérie Pécresse

Union Européenne : la « politique unique » n'a pas de légitimité

Défendre la recherche et l'éducation publiques

presse du 29 octobre 2012 à l'occasion de sa rencontre avec les organisations internationales BM, FMI, OCDE, OIT, OMC, source : Présidence de la République)

La rencontre et la conférence de presse sont également évoquées sur le site de l'OCDE :

<http://www.oecd.org/fr/presse/rencontreentreemfranoishollandepresidentdelarepubliquefranaiseetles>

Le même 20 octobre, *Le Monde* **écrivait** « François Hollande rassure les "maîtres du monde" ».

Et c'est une semaine après la visite de François Lamy à l'Elysée du 27 décembre dernier sur laquelle aucune information ne semble avoir filtré, que Jean-Marc Ayrault a publié dans *Le Monde* son article du 3 janvier « Pour un nouveau modèle français ».

Le même 3 janvier 2013, Jean-Marc Ayrault présentait en Conseil des Ministres un programme de travail **diffusé au public** le lendemain avec le titre « *Un nouveau modèle français, compétitif et solidaire* ».

Le 27 septembre, LCI **avait écrit** « Lamy rencontre Hollande... et garde le silence ».

La stratégie lancée en 1985 par des dirigeants comme Jacques Delors, dont Pascal Lamy a longtemps été le bras droit, convenait parfaitement aux intérêts des détenteurs de grands capitaux qui pouvaient ainsi rechercher dans d'autres pays un travail moins cher et de plus faibles standards sociaux. Mais pour la grande majorité de la population d'un pays comme la France, le résultat a été tout simplement catastrophique. Les privatisations ont enlevé à l'Etat ses ressources propres, et les capitaux privés ont été massivement délocalisés, de même que de nombreuses technologies industrielles.

L'actuelle pression fiscale sur la population en France est-elle autre chose qu'un aveu de la ruine financière de l'Etat après trois décennies de prétendue « austerité », de privatisations et de délocalisations financières, industrielles et technologiques ?

Et quelle administration fiscale française peut exercer un quelconque contrôle effectif sur les capitaux qui ont quitté la France vers d'autres continents depuis les années 1980 et a *fortiori* après la mise en place de l'OMC (janvier 1995) ?

Post-Scriptum - La suite de la conférence de presse du 29 octobre 2012 constitue le sujet de notre article du 8 janvier 2013 « *Hollande, Ayrault et la mondialisation (II)* ».

Voir aussi nos articles (cliquer sur chaque titre) :

- [Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel censure la loi \(I\)](#)
- [Terrains à bâtir : le Conseil Constitutionnel censure la loi \(II\)](#)
- [Terrains à bâtir : une lettre au Conseil Constitutionnel](#)
- [La lettre d'un petit propriétaire au Conseil Constitutionnel](#)
- [CNRS, un anniversaire : le bolomètre luminescent](#)
- [CNRS, recherche, enseignement supérieur et précarité \(I\)](#)
- [CNRS, recherche, enseignement supérieur et précarité \(II\)](#)
- [CNRS, recherche, enseignement supérieur et précarité \(III\)](#)
- [Terrains à bâtir, Conseil Constitutionnel, UMP...](#)
- [Terrains constructibles et fausses plus-values \(I\)](#)
- [Terrains constructibles et fausses plus-values \(II\)](#)
- [Ventes de terrains à bâtir : la lourde imposition, adoptée](#)
- [Loi de finances pour 2013, terrains constructibles et Droits de l'Homme](#)
- [Loi de finances pour 2013, terrains constructibles et équité citoyenne](#)
- [Jérôme Cahuzac, UBS, indépendance du Parquet, théorie des apparences...](#)
- [Depardieu, impôts et faillite d'une politique](#)
- [Le Conseil d'Etat, François Hollande et l'hypertension artérielle](#)
- [Législatives françaises et record d'abstention](#)
- [François Hollande : premiers discours \(I\)](#)
- [François Hollande : premiers discours \(II\)](#)
- [François Hollande, gardien de la casse sociale \(I\)](#)
- [François Hollande, gardien de la casse sociale \(II\)](#)
- [François Hollande, gardien de la casse sociale \(III\)](#)
- [Médicaments, génériques : où est le changement ?](#)
- [Union Européenne et comédie : privatisations \(I\)](#)
- [Union Européenne et comédie : privatisations \(II\)](#)
- [Union Européenne et comédie : privatisations \(III\)](#)

- marchandisation...
614. Japon, nucléaire : communiqués de l'ASN (V)
615. CNRS et RGPP (IV)
616. Mediator, institutions et indemnisation (I)
617. Lorca, séisme et nucléaire espagnol (I)
618. Nucléaire, ASN : consultation rapports de sûreté (I)
619. Wikipédia et police de l'internet (I)
620. Dominique Strauss-Kahn et Adlène Hicheur (I)
621. Wikipédia et censure de l'internet (I)
622. Wikipédia et censure de l'internet (II)
623. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (III)
624. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (IV)
625. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (V)
626. Japon, nucléaire, citoyens... (III)
627. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VI)
628. Gonzalez-Mestres, Glashow, Smolin, relativité... (I)
629. Bilderberg, Zermatt, Wikipédia...
630. AERES, ANR et revues avec "comité de lecture" (IV)
631. Wikipédia et police de l'internet (II)
632. INRA, CNRS et RGPP
633. Zermatt, le Siècle, Bilderberg et citoyens
634. Wikipédia et neutralité (I)
635. Wikimedia, chômage, RGPP et casse du service public
636. Crise de l'évaluation : médicaments (II)
637. RGPP, INRA, CNRS et fonction publique (I)
638. Nucléaire, risques et accidents du travail (I)
- 639. La Science au XXI Siècle : archives 2011 (janvier - juin)**
640. Hubble - Lemaître : plagiat et omertà ? (I)
641. Jean-Paul Huchon et l'inéligibilité (I)
642. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VII)
643. Wikimedia, RGPP, braderie de la culture
644. Superbradyon
645. Wikipédia et "suivi" d'adresses IP (I)
646. Adlène Hicheur, toujours en détention sans jugement (IV)

[Union Européenne et comédie : privatisations \(IV\)](#)
[Union Européenne et comédie : délocalisations \(I\)](#)
[Union Européenne et comédie : délocalisations \(II\)](#)
[Union Européenne et comédie : délocalisations \(III\)](#)
[Grèce, Italie, Trilatérale, Bilderberg... et impasse](#)
[Grèce et "vente des meubles" imposée aux Etats](#)
[Grèce : la faillite planifiée des Etats souverains](#)
[Monti, Grèce, Barroso, "réfractaires", "nationalistes"... \(I\)](#)
[Monti, Grèce, Barroso, "réfractaires", "nationalistes"... \(II\)](#)
[Délocalisations, recherche scientifique et propagande politique](#)
[Recherche scientifique et technologique : où est la « guerre économique » ?](#)
[La Chine et la débâcle de la "division internationale du travail"](#)
[CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne \(I\)](#)
[CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne \(II\)](#)
[CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne \(III\)](#)
[CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne \(IV\)](#)
[CNRS, délocalisation de la recherche et débâcle européenne \(V\)](#)
[Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme \(I\)](#)
[Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme \(II\)](#)
[Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme \(III\)](#)
[Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme \(IV\)](#)
[Jules Ferry, CNRS, universités et colonialisme \(V\)](#)

Indépendance des Chercheurs

indep_chercheurs@yahoo.fr

http://science21.blogs.courrierinternational.com

http://www.mediapart.fr/club/blog/Scientia

Groupes de discussion :

**http://groups.yahoo.com/group
/problemes_des_scientifiques**

http://groups.yahoo.com/group/combatconnaissance

15:00 Publié dans Administration et administrés, Délocalisations et dumping, Droits et libertés, Economie, Europe, Fiscalité, Fonction publique, Institutions, La France vue d'ailleurs, Mondialisation, Politique, Précarité, Presse et médias, Services publics, Société, Société du XXI siècle, Travail | Lien permanent | Commentaires (3) | Envoyer cette note | Tags : français, hollande, jean-marc ayrault, pascal lamy, mondialisation, omc, europe, société, politique, fiscalité, économie

Commentaires

La Mondialisation est là et rien ne l'arrêtera. Le travail ne décrète pas il se gagne par nos inventions nos productions, notre qualité, notre énergie à vendre à l'extérieur> Il nous faut de bons Ingénieurs et de bons commerciaux mais encore faut il avoir un environnement qui favorise tout ça. Il faut des lois qui favorisent l'esprit d'entreprise, que ceux qui gagnent les marchés ne soient pas punis de réussir comme c'est le cas actuellement.

Tout le reste n'est que blabla...

Écrit par : Mike Krugger | 06/01/2013

A Mike,

Le système économique a une importance fondamentale.

Avec la libre circulation de capitaux et marchandises, toute concurrence est faussée entre les pays où les acquis sociaux sont importants et ceux où la situation des travailleurs est nettement moins bonne. Les capitaux partiront là où la main d'œuvre coûte moins chère, et le savoir-faire avec.

Écrit par : Corine | 06/01/2013

Déjà sous Jospin, les "experts" de tous bords politiques vendaient la camelote d'après laquelle les délocalisations ne concernaient que le travail dit "peu qualifié". C'était de la pure intox, et à présent la situation est tout simplement catastrophique.

Écrit par : Alain | 06/01/2013

Écrire un commentaire

Votre nom :

647. CEDH et hospitalisation des détenus français

648. Gonzalez-Mestres, Glasgow, Smolin, relativité... (II)

649. Hubble - Lemaître : plagiat et omertà ? (II)

650. Saumon du Pacifique et indépendance des chercheurs (I)

651. Embryons hybrides homme-animal et société (I)

652. Wikipédia et "suivi" d'adresses IP (II)

653. CNRS et décadence du Comité National (I)

654. Wikipédia et neutralité (II)

655. Saumon du Pacifique et indépendance des chercheurs (II)

656. Japon, nucléaire, citoyens... (IV)

657. CERN : les données de l'expérience CLOUD

658. Al Gore, GIEC, Prix Nobel et... "Bullshit!"

659. Danger nucléaire : analyses de la CRIIRAD (VIII)

660. Marcoule et l'avenir du nucléaire français

661. Marcoule : il s'agit bien d'un accident nucléaire

662. Frères Bogdanoff, cosmologie, pré-Big Bang, Wikipédia... (I)

663. Séisme de l'Aquila et procès des scientifiques (I)

664. Vitesse de la lumière, OPERA et superbradyons (I)

665. Vitesse de la lumière, OPERA et superbradyons (II)

666. Adlène Hicheur : deux ans de détention sans jugement

667. Vitesse de la lumière, OPERA et superbradyons (III)

668. CNRS, OPERA, Einstein, Poincaré, Lorentz, relativité

669. Suicides d'enseignants et crise de société (I)

670. Fin du statut de la fonction publique (II)

671. Vers un Wall Street scientifique ? (I)

672. Japon, nucléaire, citoyens... (V)

673. Frères Bogdanoff, Wikipédia et désinformation "encyclopédique"

674. Vers un Wall Street scientifique ? (II)

675. Universités, recherche et discriminations (I)

676. Grèce, Italie, Trilatérale, Bilderberg... et impasse

677. Iode 131 : communiqués de la CRIIRAD